

Affaire Benalla : de nouveaux éléments troublants ...

écrit par Marcher sur des oeufs | 22 juillet 2018



Macron voulait-il réformer son service de protection personnelle (GSPR) pour le rendre moins dépendant des services de l'Etat et plus à sa botte en y incorporant ses nervis ?

Macron voulait réformer son système de garde rapprochée

Le 17 avril, le magazine [Le Point](#) révélait qu'Emmanuel Macron avait pris la décision de réformer le GSPR, inchangé depuis sa création sous la présidence de François Mitterrand. La nouvelle avait alors été annoncée par Patrick Strzoda, le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron récemment passé sous les feux de la rampe pour son lien hiérarchique avec Alexandre Benalla.

Cette information a également été confirmée par le secrétaire national du Syndicat indépendant des commissaires de police (SICP), Jean-Paul Megret interrogé par [Le Monde](#) ce 21 juillet : *«Il y a quelques mois, on nous a prévenus que le GSPR allait quitter le giron de la police nationale*

pour devenir une entité à part, sous l'autorité unique de l'Élysée, et qui pourrait recruter en dehors de la police et de la gendarmerie.»

Par ailleurs, des députés de l'opposition avaient déploré la hausse du budget accordé à la sécurité du chef de l'Etat en novembre 2017, [comme le signalait un article de RTL](#). Il avait été annoncé que le GSPR se doterait de [14 nouveaux membres](#) entraînant un surcoût de trois millions d'euros pour l'année 2018.

De nouveaux éléments moins dépendants des ministères ?

Une source policière interrogée par RT France n'hésite pas à avancer que ce nouveau GSPR aurait dû être dirigé par la personne d'Alexandre Benalla «à l'automne 2018 avec un recrutement en septembre». Les informations du *Point* faisaient quant à elle allusion à une refonte prévue pour le mois de janvier 2019, même si l'hebdomadaire ne mentionne pas la possible promotion d'Alexandre Benalla.

A en croire cette même source policière, le service devait être panaché avec de nouveaux arrivants directement issus d'autres corps de métiers que les traditionnelles police et gendarmerie.

La source évoque notamment des éléments issus de la surveillance pénitentiaire, ainsi que des militaires revenus d'opérations extérieures.

Après avoir servi au sein du nouveau GSPR, ces effectifs seraient retournés à leur fonction précédente une fois que la présidence d'Emmanuel Macron aurait pris fin.

En clair : ces éléments spécialement sélectionnés auraient peut-être été investis du sentiment qu'ils étaient plus redevables à la présidence qu'au ministère auquel ils étaient

rattachés...

Et tout cela sous la direction du fameux Alexandre Benalla ?

Autre question : Macron s'apprêtait-il à nommer Benalla sous-préfet ?

Alexandre Benalla a failli accéder à la sous-préfecture... Pourquoi ?

Un fait troublant, largement médiatisé et révélé par le magazine [Valeurs actuelles](#) le 20 juillet pourrait accréditer cette thèse.

Selon l'hebdomadaire, l'Elysée a encouragé Alexandre Benalla à soumettre sa candidature au poste de sous-préfet dans le cadre des nominations au tour extérieur.

«Mais l'information, éventée dans les milieux préfectoraux, a suscité une telle opposition qu'Alexandre Benalla, âgé de 26 ans, a dû renoncer malgré lui à présenter sa candidature, sachant en outre que la limite d'âge inférieure est fixée légalement à 35 ans», précise le journal.



[Ce qu'il faut savoir sur le badge H qu'avait Alexandre Benalla en sa possession \(VIDEO\)](#)

La source policière interrogée par RT France souligne l'atout

qu'aurait pu constituer cette nomination au poste de sous-préfet pour appuyer la candidature d'Alexandre Benalla à la tête du nouveau GSPR.

On peut à tout le moins s'interroger : pourquoi avoir poussé ce très jeune adjoint au chef de cabinet du président à une telle fonction alors que son âge et son parcours ne semblaient pas l'y prédisposer ?

Un commandant de la police judiciaire, également interrogé par RT France, ne croit pas en cette thèse, jugeant cette fonction de sous-préfet un peu trop modeste pour diriger le GSPR.

Pourtant, précise la première source policière de RT France, ce poste a toujours été occupé par un contrôleur général ou un colonel de gendarmerie, deux grades qui sont inférieurs à celui de sous-préfet.

Par ailleurs, comme l'a révélé *Le Point* le 21 juillet, Alexandre Benalla devait diriger les opérations de sécurisation au cours des vacances d'été 2018 du couple présidentiel à Brégançon. Selon l'hebdomadaire, le président de la République l'avait en effet chargé de constituer au sein du GSPR une équipe chargée d'assurer la protection des déplacements non officiels d'Emmanuel Macron et de son épouse.

Un entraînement pour la rentrée ? Il est en tout cas hautement improbable, désormais, qu'Alexandre Benalla accède à ces fonctions. On peut même s'interroger sur l'avenir de la réforme du GSPR.

<https://français.rt.com/france/52682-alexandre-benalla-allait-il-diriger-nouveau-gspr-reforme-moins-dependant-police>